

Initiatives ministérielles

pliquer cela aux enfants qui font la queue à la banque d'alimentation: «Désolé, les enfants, je sais que vous n'avez pas assez à manger, mais nous sommes en pleine 'restructuration nécessaire'. Je suis désolé si vous n'avez pas de manteau d'hiver ou de chaussures convenables, mais nous sommes en pleine 'restructuration nécessaire'. Et je suis désolé si vos parents ne peuvent pas trouver d'emploi, mais nous sommes en pleine 'restructuration nécessaire'.»

Je ne pense pas que ces enfants trouveraient l'explication très convaincante, et moi non plus.

Je voudrais signaler l'effet dévastateur que la mesure à l'étude aura sur des milliers de personnes invalides partout au Canada. Les députés ministériels évoquent avec fierté les amendements apportés au projet de loi C-18 en se vantant d'avoir donné 65 millions de dollars aux personnes invalides. Mais les mêmes votent en faveur du projet de loi C-32 qui amputera de plus de 2 milliards de dollars les paiements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Ces députés ont voté en faveur d'une mesure législative qui réduira les soins à domicile pour les invalides, les soins de santé pour les invalides, les programmes de réadaptation pour les invalides, le financement des résidences pour invalides et les services d'emploi pour les invalides.

J'espère que les députés d'en face reconnaîtront qu'un très grand nombre d'invalides au Canada vivent dans la pauvreté et seront très cruellement touchés par la mesure à l'étude.

Les ministériels nous rappellent aussi que le premier ministre a annoncé à Winnipeg l'affectation de 31 millions de dollars par an à des programmes destinés aux personnes handicapées. Mais ils semblent oublier qu'il y a plus d'un an, ils ont voté en faveur du projet de loi C-69, qui a réduit de plusieurs milliards de dollars le financement des programmes établis, et les programmes sociaux. Ils semblent oublier qu'ils ont réduit de 100 millions de dollars la Planification de l'emploi et de 411 millions le financement des logements sociaux. Ils semblent oublier qu'ils ont voté en faveur de la réduction des transferts pécuniaires aux provinces au chapitre de l'assurance-maladie.

Le gouvernement a réduit les programmes sociaux de milliards et de milliards de dollars. Ces programmes sont ceux-là mêmes sur lesquels comptent les personnes handicapées pour obtenir des logements convenables, se

sortir de la pauvreté ainsi que vivre dignement et librement le plus possible.

Le gouvernement a sapé tous les grands programmes dont les personnes handicapées ont besoin pour réussir. Je me demande comment les ministériels peuvent arriver à dormir la nuit tout en sachant ce qu'ils ont infligé à ces gens parmi les plus démunis de la société.

Dans le dernier exposé budgétaire, le ministre des Finances a eu le culot de dire: «Ce gouvernement a fait plus que tout autre pour améliorer les possibilités données aux Canadiens affligés d'un handicap de participer plus équitablement et plus complètement à la vie professionnelle, sociale et personnelle.»

Comparez ces belles paroles à ce que l'Association canadienne de paralysie cérébrale a dit au sujet du projet de loi qui plafonne le RAPC: «L'incroyable souffrance que cela impose aux pauvres et aux personnes handicapées ne saurait être justifiée.»

Voilà ce que les personnes handicapées pensent de cette mesure législative. La souffrance qu'elle impose ne saurait être justifiée. C'est également ce que pensent la majorité d'entre nous: elle ne saurait être justifiée.

Je ne peux appuyer cette mesure. Mon parti votera contre ce projet de loi. La plupart des Canadiens n'y adhèrent pas.

M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn): Monsieur le Président, de nos jours, quand on intervient à la Chambre des communes, on se demande la plupart du temps si c'est vraiment un honneur. J'ai certainement cette impression aujourd'hui, étant donné la question qui est à l'étude.

La situation au pays est tellement dévastatrice qu'il est tout à fait déraisonnable de penser à limiter l'aide que les Canadiens reçoivent de leur gouvernement fédéral dans le cadre d'un programme établi depuis aussi longtemps que celui-ci.

À mon avis, il faudrait au moins nous poser trois questions qui touchent trois domaines: Pourquoi en sommes-nous rendus là? Ou plutôt, pourquoi le gouvernement fédéral prend-il cette mesure? À cause de l'antipathie qu'il ressent à l'endroit des bénéficiaires du Régime d'assistance publique du Canada.

Le gouvernement s'est fait une fausse idée des assistés sociaux. Évidemment, le Régime d'assistance publique du Canada est conçu pour venir en aide à la plupart d'entre eux. Le gouvernement s'imagine que ce sont tous de jeunes costauds bien musclés tout simplement trop